

Le gouvernement fédéral conduit l'Allemagne à la guerre contre la Russie

par Sevim Dagdelen,* Allemagne



Sevim Dagdelen. (Photo sevimdagdelen.de)

(CH-S) Il n'est pas anodin que notre grand voisin du nord conclue un accord d'armement étroit avec le gouvernement ukrainien de Zelensky. L'Allemagne devient ainsi partie prenante au conflit, comme le montre l'article ci-dessous de Sevim Dagdelen.

En juillet 2025, la Suisse s'est étroitement liée¹ au ministère fédéral allemand de la Défense par le biais de l'accord «Sky-Shield» et de l'acquisition de systèmes de défense aérienne terrestres. Les sérieuses conséquences de tels accords contractuels deviennent désormais évidentes.

* * *

En signant des accords de défense stratégiques avec l'Ukraine, le gouvernement fédéral a franchi une nouvelle étape dans sa participation à la guerre: l'Allemagne endosse désormais activement le rôle de belligérant contre la Russie – avec ses propres armes, sa propre industrie et des soldats ukrainiens venant d'Allemagne.

L'Ukraine devient le partenaire privilégié de l'Allemagne

Les accords germano-ukrainiens marquent un véritable tournant historique. Pour la première fois, le gouvernement fédéral a conclu un partenariat stratégique avec un pays en guerre. L'Allemagne est d'ores et déjà, de loin, le plus grand soutien financier de l'Ukraine, après le retrait

* Sevim Dagdelen a été membre du Bundestag allemand de 2005 à 2025. Cette femme politique est porte-parole pour la politique étrangère du groupe «Bündnis Sahra Wagenknecht – Vernunft und Gerechtigkeit» (BSW) et a été présidente de la commission des Affaires étrangères. La députée était membre du groupe parlementaire Etats-Unis, du groupe parlementaire germano-chinois et du groupe parlementaire germano-indien. Sevim Dagdelen a été pendant de nombreuses années membre de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, au sein de laquelle les députés des pays membres du pacte militaire se concertent sur des questions de sécurité et de défense.

quasi total des Etats-Unis. Les accords dits de défense signés avec l'Ukraine prennent toutefois une nouvelle dimension. L'Ukraine est appelée à devenir le partenaire privilégié de l'Allemagne en matière militaire et d'armement.

Une alliance militaire bilatérale plutôt que la multilatéralité

La multilatéralité tant prônée par le gouvernement fédéral cède désormais la place à des accords bilatéraux avec l'Ukraine. L'objectif est de pouvoir mener ensemble la guerre contre la Russie et de continuer à faire front commun face à la Russie, même après une éventuelle fin de la guerre. Le gouvernement fédéral tente ainsi de prendre la place des Etats-Unis.

Cette nouvelle dimension de la coopération en matière d'armement ne se résume toutefois pas à une simple question de financement. L'accord signé sur la coopération en matière de défense contient une feuille de route claire pour la production et l'acquisition conjointes de systèmes d'armes, de drones et d'armes à longue portée en Ukraine. Le gouvernement fédéral contourne ainsi le débat, qu'il juge pénible, sur les armes allemandes livrées à l'Ukraine et destinées à frapper profondément en Russie. La décision concernant les objectifs opérationnels de la fabrication conjointe de drones à moyenne et longue portée revient exclusivement à l'Ukraine.

Ce qui a été convenu à Berlin est bien plus grave que la décision reportée concernant une éventuelle livraison de missiles de croisière *Taurus*. Zelensky l'a d'ailleurs qualifié de «plus gros contrat de ce type en Europe».

Complexe militaro-industriel germano-ukrainien

Outre les nouveaux engagements en matière de livraisons d'armes et le financement d'achats d'armes américaines, c'est surtout l'interconnexion convenue entre les industries de l'armement allemande et ukrainienne qui retient l'attention. Il faut parler de la formation d'un complexe militaro-industriel germano-ukrainien sous hégémonie allemande. A cela s'ajoute la déclaration

d'intention du chancelier fédéral *Friedrich Merz* et de Volodymyr Zelenskyj de rapatrier en Ukraine les hommes ukrainiens en âge de faire leur service militaire qui se trouvent en Allemagne.

Avec ce partenariat stratégique bilatéral, qui vise clairement la guerre avec la Russie, le gouvernement fédéral réalise le rêve des militaristes allemands: prendre enfin leur revanche à l'Est après la défaite face à l'Union soviétique en 1945. Sous le couvert d'une «coopération en matière de défense», ce n'est rien d'autre qu'une politique de provocation systématique de la Russie qui est mise en œuvre. La production conjointe d'armement entre l'Allemagne et l'Ukraine représente une menace existentielle pour la Russie. Le risque de s'engager dans une apocalypse en déclarant de facto la guerre à la puissance nucléaire russe découle d'un état d'esprit qui rappelle fatalement la politique des deux guerres mondiales.

Désormais, c'est la guerre de l'Allemagne que mène l'Ukraine contre la Russie. Cette guerre est menée principalement avec des armes allemandes, de l'argent allemand et aussi avec des soldats allemands – pour le moment encore des Ukrainiens – et vise à ruiner la Russie. Une guerre par procuration des Etats-Unis et de l'OTAN s'est transformée en une guerre par procuration allemande – avec un risque massivement accru d'une participation directe de l'Allemagne à la guerre.

Il pourrait toutefois s'avérer être une grave erreur de calcul de se croire protégé par l'OTAN. L'OTAN n'est ni une alliance de valeurs ni une alliance de défense, mais une alliance destinée à soutenir l'hégémonie mondiale des Etats-Unis – comme l'ont récemment souligné tant le président américain *Donald Trump* que le secrétaire général de l'OTAN *Mark Rutte*. Si l'Allemagne venait à être prise pour cible en raison de sa politique belliciste à l'égard de la Russie, on peut être presque certain que les Etats-Unis ne lèveront pas le petit doigt.

Il ne reste finalement que l'argumentation perfide du chancelier fédéral *Friedrich Merz*, selon laquelle l'aide à l'armement et la production conjointe d'armement relèveraient du respect du droit international. Le silence du gouvernement fédéral sur le génocide des Palestiniens par Israël ainsi que sa complicité dans la guerre d'agression non provoquée et contraire au droit international menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran font cependant apparaître tout dis-

cours crédible de Berlin sur le respect du droit international comme une simple mascarade.

La décision fatale prise par le gouvernement fédéral le 14 avril 2026 de risquer activement la guerre avec la Russie expose la population allemande à un risque extrême. La formule du chancelier fédéral *Friedrich Merz*, selon laquelle aucun accord de paix ne doit être conclu «sans consulter les Européens», assure de facto à l'Allemagne un droit de veto sur la poursuite de la guerre contre la Russie. Ce qui, au printemps 2022 à Istanbul, était encore Washington et Londres, c'est désormais Berlin avec un droit de veto usurpé – dans une guerre qui, apparemment, doit être menée jusqu'au dernier Ukrainien.

Austérité sociale chez nous, ressources pour la guerre

Désormais, les coûts sociaux du réarmement de la Bundeswehr pour en faire la plus grande armée d'Europe se font de plus en plus sentir. Dans le domaine des soins de santé, une véritable austérité menace. L'entrée en guerre contre la Russie s'accompagne d'une guerre sociale contre sa propre population.

Il ne faut toutefois pas dire que le gouvernement fédéral ne se soucie pas de la dimension sociale. Dans la déclaration commune germano-ukrainienne intitulée «Logement social et abordable», il est convenu de «coopérer à la création de logements sociaux abordables en garantissant l'inclusion des groupes vulnérables et la mise en place de sociétés communales de construction de logements, y compris avec un soutien allemand». Cela ressemble presque à une ironie de l'histoire: alors qu'en Allemagne, de plus en plus de personnes ont des soucis existentiels en raison de la hausse des loyers et des coûts énergétiques et qu'il manque plus d'un million de logements abordables, le gouvernement fédéral se concentre sur la «création de logements sociaux abordables» en Ukraine.

Ce passage montre déjà clairement que le gouvernement fédéral se considère en guerre avec la Russie. Envoyer le plus de ressources possible en Ukraine est la priorité absolue – alors qu'en Allemagne, on démantèle systématiquement l'Etat social.

Source: <https://www.nachdenkseiten.de/?p=149141>, 16, 16 avril 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.ar.admin.ch/de/newnsb/UZSYKZB/POI5oN65SsRpBV>